Questions orales

traint de rendre son budget public que l'entreprise a dit à des fonctionnaires d'Ottawa qu'elle avait plus de détails.

Une voix: C'était le mercredi soir.

Une voix: Pourquoi ne pas avoir dit la vérité le jeudi?

M. Mazankowski: Selon le *Globe and Mail*, le président d'une société financière de Toronto a appris le lendemain que son personnel était en possession du budget. Dès le moment où ce dossier a été mis entre les mains de la GRC, tous les renseignements s'y rapportant, comme l'a précisé le solliciteur général, ont été remis à la GRC pour qu'elle puisse mener une enquête approfondie.

Le chef du Nouveau Parti démocratique siège à la Chambre depuis assez longtemps pour savoir qu'il serait tout à fait irresponsable et inacceptable de s'immiscer dans une enquête de la GRC. Il demande pourtant à des membres du Cabinet d'intervenir dans l'enquête de la GRC, ce n'est pas digne de lui.

Des voix: Bravo!

LE MINISTRE DES FINANCES—LA QUESTION DE
PRIVILÈGE—LA DEUXIÈME FUITE

Hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, je siége à la Chambre depuis assez longtemps pour savoir si un ministre d'État induit délibérément la Chambre en erreur, et je viens d'en avoir la preuve à l'instant même.

Des voix: Oh, oh!

M. Broadbent: Je voudrais demander. . .

M. le vice-président: Le député d'Oshawa devrait savoir qu'il n'est pas censé utiliser un langage de la sorte à la Chambre. . .

Des voix: Retirez vos paroles. Retirez vos paroles.

M. Broadbent: Monsieur le Président. . .

Des voix: Oh, oh!

M. le vice-président: Je suis sûr que le député d'Oshawa retirera ses paroles et posera sa question.

M. Broadbent: Je respecterai les règles de la Chambre et retirerai le commentaire que j'ai fait. Je demande maintenant au vice-premier ministre de respecter la vérité et de répondre à la question. C'est ce que je veux qu'il fasse. Je veux demander au ministre, étant donné qu'aujourd'hui et hier, plusieurs ministres d'État ont éludé la question, de nous dire si le ministre des Finances et le gouvernement du Canada ont été mis au courant de la deuxième fuite le jour où le ministre des Finances a pris la parole au sujet de la question de privilège et n'a mentionné que la fuite que nous savons? Dans l'affirmative, pourquoi n'ont-ils pas tout dit à la population du

Canada? Quand vont-ils assumer leurs responsabilités et être honnêtes à la Chambre des communes?

Des voix: Bravo!

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je suis certain que le ministre des Finances maintient la déclaration qu'il a faite à la Chambre à 11 heures au sujet de la question de privilège à laquelle le député a fait allusion. Le député parle de respect des traditions de la Chambre et des traditions du Parlement. Il devrait apprendre, et il siége à la Chambre depuis assez longtemps, qu'il est tout à fait incorrect pour des députés de s'ingérer dans une enquête en cours de la GRC.

Une voix: Vous êtes un charlatan.

M. Mazankowski: Les réponses qu'obtient le chef du Nouveau Parti démocratique ne lui plaisent peut-être pas.

M. Broadbent: Vous avez raison.

Une voix: Elles ne nous plaisent pas non plus.

Une voix: Elles ne plaisent pas aux Canadiens.

M. Mazankowski: Qu'il soit patient et qu'il laisse l'affaire suivre son cours.

[Français]

L'ANNONCE DE DEUX FUTURES—LA POSITION DU
GOUVERNEMENT

L'hon. Jean Lapierre (Shefford): Monsieur le Président, ma question s'adresse au solliciteur général. Hier, en cette Chambre, à quatre reprises, le solliciteur général nous a dit que depuis le début, la GRC enquêtait sur deux fuites. Donc, le début de l'enquête de la GRC, c'était tôt dans la soirée du mercredi; les paroles du solliciteur général, le jeudi 27 avril. Si tôt dans la soirée du mercredi, la GRC a commencé son enquête et qu'elle savait à cette époque-là qu'il y avait eu deux fuites, pourquoi le jeudi matin, cela n'a-t-il pas été avoué ici à la Chambre des communes et devant la population canadienne?

L'hon. Pierre Blais (solliciteur général du Canada et ministre d'État (Agriculture)): Monsieur le Président, je pense que nous avons été consistants. Le lendemain de ces événements, le 27, je crois, lorsque j'ai parlé ici, à la Chambre, j'ai mentionné que dès le début, dès le soir même où un document budgétaire est apparu à la télévision, nous avons demandé immédiatement à la GRC de faire enquête. Nous ne savions à ce moment-là rien de cette enquête ni des événements, nous avions simplement un document budgétaire qui était exhibé à la télévision. Nous avons demandé à la GRC de faire des enquêtes complètes sur tous les événements. Et à cause de la particularité justement d'un document budgétaire, j'ai